

L'euro est « irréversible », martèle Draghi en direction de Rome

Mario Draghi défend la monnaie unique, mise à mal par le nouveau gouvernement italien. Il refuse toutefois de dramatiser la situation politique actuelle de son pays.

Olivier Tosseri

🐦@oliviertosseri

— Correspondant à Rome avec T.M., à Riga

Deux semaines après l'installation du nouveau gouvernement eurosceptique italien, Mario Draghi a martelé que l'euro était « irréversible », cherchant à stopper le débat dans son pays d'origine. L'euro « est irréversible parce qu'il est fort, parce que les gens le veulent et parce que ça n'apporte rien à personne de discuter ces thèses », a déclaré le président de la Banque centrale européenne.

Sans citer directement son pays, l'ancien gouverneur de la Banque d'Italie a cherché à dédramatiser les « changements de politique » qui peuvent intervenir après chaque élection nationale, mais insisté pour dire que ces « différences soient discutées dans le cadre des traités existants ». Autrement dit, dans le respect du Pacte de stabilité et de croissance.

Bien qu'ayant renoncé à mettre en cause la monnaie unique, la Ligue et le Mouvement 5 étoiles au pouvoir à Rome sont eurosceptiques et leurs leaders veulent « qu'à Bruxelles la musique change ». A commencer par le pacte de stabilité qui ne peut être respecté si le gouvernement de Giuseppe Conte met en œuvre toutes ses promesses. Les réductions massives d'impôts et les dépenses nouvelles, estimées à environ 130 milliards d'euros, feraient exploser le déficit italien de 5 à 7 % du PIB.

Ajustement en douceur

Tout en appelant les pays à consolider, particulièrement ceux dont la dette publique est élevée, la BCE a rassuré l'Italie par l'ajuste-

ment en douceur de sa politique monétaire. Celle-ci prévoit certes la fin de son programme d'achats d'actifs, connu sous le nom de « QE » mais elle maintiendra un gel des taux nuls jusqu'à la fin de l'été 2019.

« Un message attendu et rassurant, surtout pour un pays avec une aussi lourde dette que celle de l'Italie, estime l'économiste [Pierpaolo Benigno](#). Avec plus de 2.400 milliards d'euros, elle représente un quart de toute la dette publique en zone euro et l'institution siégeant à Francfort en détient 16 %. Si, en 2014, avant le « QE », Rome payait 5,2 % du PIB en intérêts sur sa dette, son dernier budget prévoit qu'il n'en paiera que 3,5 %. Concernant la péninsule, poursuit [Pierpaolo Benigno](#), « les marchés ne jugeront pas tant les annonces de la BCE que celles de son nouveau gouvernement qui pourraient la faire glisser dans l'instabilité financière. » L'économiste [Francesco Saraceno](#) de l'Université [Luiss](#) Guido Carli n'est pas inquiet : « La BCE a agi pour tranquilliser les marchés, reste à voir si l'Italie voudra, elle aussi, les rassurer. Toutes les promesses ne seront pas maintenues. Les comptes publics se sont améliorés ces dernières années et les banques sont plus solides. Ce gouvernement pourra avoir un effet positif en réveillant des pays pour avancer sur la réforme de la zone euro. »

Le ministre de l'Economie Giovanni Tria s'est par ailleurs déjà clairement inscrit dans la continuité de son prédécesseur Pier Carlo Padoan. Mais pour [Francesco Saraceno](#), la véritable inquiétude ne concerne pas les finances publiques. « L'introduction d'une "flat tax", qui n'a jamais eu aucun effet sur la croissance, va en revanche aggraver encore plus les inégalités déjà très fortes dans le pays. On l'a vu dans le passé, on dynamite le système fiscal et pour remettre de l'ordre dans les comptes, on déchire le tissu social. » ■

Draghi precisa guardando verso Roma che l'euro è « irreversibile »

